



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes-hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes-hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes75@orange.fr](mailto:communistes75@orange.fr)

12/01/2021

## **EDF journée de lutte le 28 janvier**

*Annoncée dès la fin de l'année, l'initiative dans l'énergie (EDF) se tiendra le 28 janvier. Cette semaine, nous donnons la parole, sous forme d'interview, à un militant de la CGT : Cédric Liechti secrétaire général de la CGT Energie Paris*

**Question 1. L'actualité est marquée par des luttes nombreuses et diversifiées et tout particulièrement chez les personnels d'EDF et d'ENEDIS avec plusieurs grèves marquantes dans la dernière période. Quel est l'objet principal de ces luttes ? Le projet baptisé « Hercule » ne va-t-il pas plus loin en scindant l'entreprise en secteur profitable à privatiser et moins profitable mais absolument nécessaire à l'activité économique et sociale. Ne s'agit-il pas d'un démantèlement au profit des grands groupes capitalistes ?**

L'objet principal de ces luttes est de stopper les projets destructeurs Hercule pour EDF et Clamadiou pour le gaz et de conquérir un service 100% public de l'énergie.

Pour EDF, Le danger réside dans la désintégration du groupe en 3 entités distinctes qui jusqu'à présent étaient complémentaires, et qui de fait vont se retrouver totalement indépendantes et donc beaucoup plus vulnérables dans un monde capitaliste de concurrence.

Par ailleurs, EDF Bleu qui resterait public dans un premier temps avec le nucléaire, va nécessiter énormément d'investissements dans les années à venir (des dizaines de milliards), afin de remettre à niveau des centrales vieillissantes.

A contrario, EDF Vert avec Enedis et EDF commerce qui rapporte énormément d'argent, va être ouvert au privé.

On va donc socialiser les pertes avec EDF Bleu et privatiser les profits avec EDF Vert.

De plus, chaque entité Bleu, Vert et Azur serait indépendante et devrait garantir sa propre survie financière et chaque structure comme Enedis devrait avoir une autonomie totale.

Ce qui veut dire que dans les années futures, il y a un très gros risque que EDF Bleu coule financièrement faute de remontées d'argent et que l'on brade le secteur nucléaire au privé.

**Question 2. Quel bilan tires-tu de la séparation imposée par l'UE entre production et distribution ?**

La séparation entre production et distribution est une catastrophe, ces 2 entités étant totalement interdépendantes.

Techniquement parlant, il y a des infrastructures de transport qui se trouvent sur des sites de distribution qui prennent le relais pour amener l'électricité et le gaz chez les usagers.

Par ailleurs, ces 2 secteurs sont dimensionnés en fonction de l'autre, et l'augmentation du volume de transport de l'électricité a forcément un impact sur le réseau de distribution et son dimensionnement.

C'est bien pour cela que nous revendiquons deux EPIC Elec et Gaz totalement intégrées où production transport distribution et commercialisation sont dans une même entreprise 100% public pour un service public de haut niveau et une gestion optimale pour la population.

**Question 3. La question du nucléaire civil semble aujourd'hui tabou, tant est forte la pression dite de transition écologique. Quel est le point de vue de ton syndicat sur la question ?**

C'est très clair et simple.

Dans l'état actuel des choses, et compte tenu du volume de la consommation électrique en France, il est impossible de se passer du nucléaire civil qui représente presque 70% de la production d'électricité, et réduire sa capacité de production (fermeture de Fessenheim par exemple) revient à mettre en péril la continuité

d'acheminement de l'électricité en France et donc, à imposer des délestages massifs sur le réseau voir arriver à des black out sur des régions entières.

C'est d'ailleurs ce à quoi on a assisté ces derniers jours, où RTE a appelé les français à réduire leur consommation d'électricité pour éviter des coupures massives.

Par ailleurs, dans le cadre de la transition écologique, on développe des énergies dites renouvelables (éolien, solaire, etc) qui d'une part ne produisent pas toute l'année de l'électricité et notamment en hiver, leur production n'est donc pas pilotable puisque aléatoire.

De plus, les énergies renouvelables sont extrêmement chères à produire et ne sont donc pas rentables d'un point de vue capitalistique.

C'est donc le contribuable qui les subventionne très fortement pour permettre aux opérateurs privés qui les exploitent de faire des marges sur le dos des usagers.

**Question 4. La nationalisation et la constitution du groupe intégré EDF-GDF a permis un développement sans précédent de nos capacités énergétiques. Ne faudrait-il pas rassembler usagers, salariés et personnels du secteurs pour un plan de nationalisation complète du secteur énergétique ?**

Nous souscrivons totalement à cette revendication.

Il faut savoir que la nationalisation de l'énergie a été une réussite industrielle, sociale et économique.

Pendant presque 60 ans d'EDF GDF, les français ont bénéficié du prix de l'électricité et du gaz les moins chers d'Europe avec un réseau sûr et sécurisé où on adaptait les réseaux aux besoins de la nation et des usagers.

L'ouverture des marchés et la privatisation en 2004 ont instauré une philosophie totalement contraire où c'est les usagers devenus clients qui doivent s'adapter aux objectifs privés des entreprises imposés par leurs actionnaires.

Depuis cette date, les prix ont augmenté de 80% pour le gaz et de 35% pour l'électricité.

D'où cette citation de l'ancien directeur d'EDF Marcel Boiteux qui est tout sauf cégétiste "il ne s'agit plus d'ouvrir à la concurrence pour faire baisser les prix, mais d'élever les prix pour permettre la concurrence."

Parallèlement, on a imposé à EDF de vendre à prix coûtant 25% de sa production électrique nucléaire aux concurrents privés, qui eux ne produisent rien et n'ont donc aucun coût de production.

On a donc artificiellement, grâce aux différents gouvernements répondant aux directives de l'UE, créé de toute pièce un marché concurrentiel au bénéfice des opérateurs privés.

C'est pourquoi nous revendiquons la création 100% public d'un secteur de l'énergie, sous contrôle démocratique exclusif des représentants démocratiquement élus des usagers et des agents, seuls garants des intérêts de la nation et du peuple.

**Question 5. Que va-t-il se passer en janvier dans ton secteur? Comment rassembler dans ce tout ensemble si nécessaire pour faire reculer la politique du capital ?**

En janvier dans notre secteur la lutte va donc s'amplifier et d'ores et déjà plusieurs dates de mobilisation sont prévues.

Mais au vu de la situation dans notre pays et de l'attitude de ce gouvernement (comme les précédents), bras armé du capital, l'attaque sur le monde du travail et le peuple étant massive et globale, notre riposte doit être massive et globale, impliquant tous les secteurs publics et privés.

Un des leviers étant la grève générale et le blocage de l'économie capitaliste qui ne sert en rien l'intérêt de la population.

Il faut donc passer de notre point de vue à des grèves offensives, déconnectées du calendrier patronal ou gouvernemental, s'appuyant sur les revendications des travailleuses et travailleurs français.

En bref, il faut aller vers de nouvelles conquêtes sociales comme le CNR en son temps, en luttant "POUR" quelque chose et non plus "CONTRE" une énième contre réforme du camp d'en face.

Pour cela le contrôle des décisions en entreprise est primordial notamment dans nos entreprises de service public d'où notre slogan : NOUS TRAVAILLONS, NOUS PRODUISONS, NOUS DECIDONS!